

	du ministère de l'Intérieur (réseau des coopérants français). La France y contribuera également.
GESTION ET EXÉCUTION	
13. Type de financement¹	Gestion indirecte avec Expertise France (OS 1) Gestion directe par subvention (OS 2)

1.2. Résumé de l'action

L'action envisagée contribuera à la paix et la stabilité en Côte d'Ivoire à travers le renforcement de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et la formalisation et valorisation de l'exploitation aurifère artisanale pouvant d'une part alimenter le financement des groupes armés terroristes et de l'autre constituer un facteur de développement socio-économique.

Cette action s'inscrit dans le cadre de l'ODD « Paix, justice et institutions efficaces » et un focus sera particulièrement mis sur les populations vulnérables, principalement les jeunes et les femmes. Cette action contribuera au développement durable de la Côte d'Ivoire dans l'esprit du nexus « sécurité et développement ».

L'action est composée de deux volets :

- renforcer les capacités opérationnelles et analytiques des acteurs en charge de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB/FT) et renforcer la chaîne pénale, dans le but de lutter contre les réseaux criminels organisés et les flux financiers illégaux.
- appuyer la formalisation et la valorisation de la filière aurifère artisanale afin qu'elle contribue à la création de richesse et d'emplois au niveau local, permettant ainsi de prévenir l'extrémisme violent et éviter qu'elle ne soit une source de financement pour les groupes armés terroristes.

Cette action s'inscrit dans le cadre de la stratégie 2021-2025 de la Commission² visant à lutter contre la criminalité organisée afin de mieux faire face à la menace que représentent les groupes criminels organisés et de briser leurs modèles économiques. Elle s'inscrit également dans le cadre de la communication de la Commission sur un plan d'action pour une politique globale de l'Union en matière de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme³.

L'action contribuera au plan d'action de l'UE sur l'Égalité entre les hommes et les femmes 2021-2025 (GAP III)⁴, en particulier à son domaine thématique d'engagement « Intégrer le plan d'action en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité » ainsi qu'au plan de mise en œuvre au niveau national « CLIP » de la Côte d'Ivoire.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Malgré son poids économique au sein de l'espace UEMOA, des performances de croissance soutenues (en moyenne 6,9% entre 2016 et 2020, croissance positive à 2% pendant la pandémie de COVID-19, puis un taux de croissance à 7,4% en 2021), et un statut de pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure), l'achèvement d'une croissance inclusive demeure un défi important, alors que le pays envisage de réduire de moitié son taux de pauvreté d'ici 2030. Ainsi, l'indice de développement humain de la Côte d'Ivoire est comparable aux pays à faible revenu (0,38). L'indice de pauvreté reste élevé et la réduction de la pauvreté entre zones urbaines et rurales a été très inégale entre 2015 et 2019 (respectivement - 6,9 et 1,7 points). L'indice d'inégalité de genre (IIG) place le pays au 155^e rang sur 170 en

¹ Article 27 du règlement IVCDCI – Europe dans le monde.

² https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12735-Lutte-contre-la-criminalite-organisee-strategie-de-lUE-pour-la-periode-2021-2025_fr

³ [https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020XC0513\(03\)](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020XC0513(03))

⁴ Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil, Plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III) – Un programme ambitieux pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes dans l'action extérieure de l'Union européenne, référence JOIN(2020) 17 final, 25.11.2020.